

Citoyens contre la Métropole parisienne

Le projet « Métropole du Grand Paris » bouleverse complètement l'organisation de la région parisienne et supprime les libertés et les compétences essentielles des villes de la petite couronne.

Déjà adopté en 1^{ère} lecture par l'Assemblée nationale et le Sénat, il prévoit de supprimer au 1^{er} janvier 2016 toutes les intercommunalités des trois départements et d'en transférer les compétences et les ressources financières à un nouvel établissement la « Métropole du Grand Paris ». La majorité socialiste de l'Assemblée nationale, qui a le dernier mot, va le voter définitivement très rapidement.

Il transfère également à la Métropole une part essentielle des compétences des communes, celles qui concernent l'urbanisme, l'habitat et le logement, les opérations d'aménagement, les zones d'activité économique, l'emploi et la prévention de la délinquance. Il crée un monstre administratif coûteux qui devra gérer 6 millions d'habitants, sans même la légitimité du suffrage universel.

Ce projet, liberticide, n'est pas un problème d'élus : il va modifier la vie de tous les habitants de la banlieue !

Tous les citoyens, attachés aux libertés locales, doivent s'y opposer :

Nous vous proposons dans un premier temps de signer la pétition !

Nos communes n'auront pas plus de pouvoirs que les arrondissements de Paris aujourd'hui.

Leurs habitants ne pourront plus se faire entendre puisqu'au « **Conseil métropolitain** » chaque commune ne sera représentée que par un délégué (et un délégué supplémentaire par tranche de 30 000 h supplémentaire) sur plus de 200 : autant dire que leur voix sera inaudible.

On revient à l'administration technocratique des années 60 qui a créé tant de mal vivre dans la banlieue parisienne.

Les habitants de nos villes de banlieue ont retrouvé leurs libertés et la possibilité de choisir leur avenir grâce aux lois de décentralisation Defferre de 1982 : chaque ville, avec sa sensibilité et son histoire, a choisi son aménagement tout en respectant la loi générale. Aujourd'hui nos villes sont plus harmonieuses, plus agréables à vivre, les habitants peuvent et savent se faire entendre de leurs élus.

Demain, avec cette recentralisation inacceptable, **les habitants ne seraient plus jamais écoutés** et régresseraient à l'état de « sujets » d'une administration centrale qui prétend mieux connaître leurs aspirations qu'eux-mêmes.

C'est la fin des libertés locales, piliers de la démocratie.

Nous avons une autre conception de la Métropole, fondée sur **le principe de subsidiarité** qui privilégie le pouvoir de décision au niveau le plus proche des habitants aussi longtemps que le niveau supérieur ne peut pas agir de manière plus efficace : laissons le soin aux communes et aux communautés d'agglomération de traiter la gestion de services publics locaux (comme les crèches et les écoles, ...), l'aménagement de leurs quartiers, l'organisation de leur habitat, et donnons à la Métropole la responsabilité des problèmes du niveau de l'agglomération comme les réseaux de transports publics, l'attractivité économique ou les grands projets d'aménagement.